

FISSURES

N°11



POLE INSTITUTE



LE SERVICE PUBLIC N'EST PAS UN PRIVILEGE : C'EST UN DROIT !

Rapport des journées de réflexion des Organiseurs de la Communauté
Du 10 au 12 avril 2012

Goma, Mai 2012

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIETE dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

REGARDS CROISÉS

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Aloys Tegera
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

Comité de rédaction : Aloys Tegera
Jean-Pierre Kabirigi
Léopold Rutinirwa
Onesphore Sematumba

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250) 788 51 35 31
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2011.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

**LE SERVICE PUBLIC N'EST PAS UN PRIVILEGE :
C'EST UN DROIT !**

Rapport des journées de réflexion des Organismes de la
Communauté
Du 10 au 12 avril 2012

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....	5
LE SERVICE PUBLIC N’EST PAS UN PRIVILEGE : C’EST UN DROIT !	8
I. INTRODUCTION	8
II. ANALYSE DU CONTEXTE.....	10
III. LA CITOYENNETE RESPONSABLE.....	16
IV. ORGANISATEUR DE LA COMMUNAUTE.....	22
ANNEXE 1. : LA VRAIE DEMOCRATIE EN RDC DEPENDRA D’UN NOUVEAU LEADERSHIP DE LA JEUNESSE.....	30
ANNEXE 2. : LISTE DE PARTICIPANTS	33

INTRODUCTION GENERALE

Des jeunes de Goma formés à la lecture critique de leur quotidien

Cinquante après son accession à la souveraineté nationale et internationale, la République Démocratique du Congo s'enlise toujours dans un borbier inextricable que ce soit dans le domaine politique, économique, social ou culturel. Selon le Programme de l'Onu pour le développement (PNUD), l'indice de développement humain (IDH) fondé sur l'espérance de vie, le niveau de l'éducation et le niveau de vie des pays, la RDC pointe au dernier rang de ceux-ci, le 187^{ème}, alors que les élites, et principalement l'élite politique affichent du jour au lendemain un enrichissement insolent. L'emploi, la santé, l'éducation, l'eau, l'électricité, le logement et les infrastructures, annoncés comme chantiers prioritaires du chef de l'Etat Joseph Kabila lors des élections de 2006 tardent à décoller effectivement. A cela s'ajoutent la situation sécuritaire en péril depuis la fin des élections présidentielles et législatives de 2011 suite au manque d'une armée et d'une police républicaines car paupérisées par le pouvoir public, la corruption qui gangrène les institutions publiques et le retard de l'application de la décentralisation, pourtant facteur de développement des provinces. Face à cette situation Pole Institute a initié l'organisation et l'accompagnement des *noyaux des organisateurs des communautés*.

Dans la ville de Goma, nous avons mis au point une équipe de dix-huit jeunes proportionnellement au nombre de quartiers de cette ville. Dans chaque quartier, un Point Focal rassemble à son tour d'autres jeunes dévoués au changement des maux qui rongent le quartier ou la société, et pris ensemble, ils forment le noyau des organisateurs de la communauté, l'objectif étant de mobiliser ces jeunes dans les quartiers pour qu'ils parviennent à discuter des problèmes qu'éprouve l'ensemble des habitants du coin et de proposer des pistes de solution de sortie. En même temps et en vue de renforcer les capacités d'analyse critique de ces jeunes nous avons mis en place un circuit d'échanges d'informations pour instaurer la culture de la lecture et l'esprit du débat constructif en milieu des jeunes. Toutes les deux semaines, chaque Point Focal reçoit de Pole

Institute une livraison des dépêches du quotidien congolais et d'ailleurs postés sur Internet ainsi que nos nouvelles productions dont tous les membres débattent. En contrepartie, les jeunes communiquent à Pole Institute toutes les informations importantes en rapport avec leur quartier par SMS.

L'analyse du contexte ou le pourquoi du dernier pourquoi

Nous avons par la suite initié les jeunes à l'analyse du contexte, un outil qui les met à l'abri de toute lecture simpliste des réalités qui sont toujours plus complexes qu'ils n'y paraissent à première vue. Leur attention a été particulièrement attirée sur les dimensions politique, économique, et culturelle de chaque réalité.

Du milieu urbain en milieu rural, il n'y a qu'un pas.

Parallèlement, nous avons étendu cette expérience aux communautés rurales qui, plus encore que les centres urbains, vivent dans la psychose permanente et la misère, notamment à cause des groupes armés qui s'y sont installés et à l'insécurité économique liée principalement à la propriété foncière qui se décline sous diverses formes selon les sites.

A Kiwanja, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), des conflits ethniques latents entre les Bahutu et les Banande, les deux tribus majoritaires sur place, ont pour fondement l'accès aux terres et leur distribution. A Kitchanga, bourgade à cheval entre les territoires de Masisi et de Rutshuru, les conflits fonciers sont de plusieurs ordres en ce qu'ils opposent les Bahunde aux Banyarwanda (Hutu et Tutsi), d'une part et, d'autre part, les gros propriétaires et les petits paysans. Mais, dans le milieu, on préfère parler de façon pudique de « conflits entre éleveurs et agriculteurs ».

Situées dans le territoire de Kalehe (Province du Sud-Kivu), les bourgades de Mukwidja et de Minova ont vu les bananeraies et les champs de manioc qui constituaient une importante partie du patrimoine être attaquées par le wilt bactérien et le mosaïque, provoquant une insécurité alimentaire généralisée. Dans ces coins situés aux bords du lac Kivu, la problématique foncière oppose

surtout les propriétaires des plantations aux petits cultivateurs, ces derniers étant soumis à une véritable exploitation par les premiers.

Kibumba en territoire de Nyiragongo, est coincé entre le Rwanda, le PNVi et la ville de Goma. Les habitants s’y plaignent du manque d’eau –il n’y a aucun cours d’eau, aucune nappe phréatique dans cette zone brûlée de l’intérieur par les volcans actifs Nyamulagira et Nyiragongo- mais aussi de l’étroitesse des terres disponibles et revendiquent une zone tampon entre leurs villages et le Parc.

Nécessité d’un réseautage entre le monde urbain et le monde rural

Les problèmes sont donc largement partagés dans les sites ruraux tout comme ils ont de fortes correspondances dans les quartiers urbains, même si la question de la terre se pose ici davantage en termes de propriété individuelle que des pouvoirs des communautés.

Mais au-delà de tout cela, les organisateurs des communautés partagent le même rêve : essayer de faire bouger les choses. C’est pourquoi Pole Institute qui les accompagne a organisé, du 10 au 12 avril 2012 dans son centre Utamaduni center, une séance de formation en faveur des leaders de ces noyaux. Pendant les deux premiers jours, les participants ont réfléchi sur la citoyenneté responsable et la notion d’organiseurs de la communauté, sous la conduite respectivement de Aloys Tegera et de Onesphore Sematumba de Pole Institute. Le troisième jour a été consacré à l’initiation aux différentes techniques du débat public, par Maître Jackson Batumike. L’objectif de ces trois journées était de mettre sur pied un réseautage efficace pour le partage des informations et l’échange des expériences.

Les résultats de cette rencontre sont résumés dans le présent rapport élaboré par Onesphore Sematumba. En annexe nous ajoutons une importante réflexion sur la jeunesse, faite par nos collègues Jean-Pierre Kabirigi et Primo Pascal Rudahigwa.

*Chantal FAIDA
Mai 2012*

LE SERVICE PUBLIC N'EST PAS UN PRIVILEGE : C'EST UN DROIT !

I. INTRODUCTION

1. Etat des services, services de l'Etat

A Goma, pendant la saison sèche, l'on observe de l'aube à la tombée de la nuit, de longues files de personnes, un ou plusieurs bidons jaunes au bout des bras, sur le dos ou sur le sommet du crâne, qui convergent vers le lac Kivu, à la recherche de l'eau. Ce mouvement s'amenuise pendant la saison des pluies, quand l'approvisionnement est assuré par les eaux tombées du ciel. Et pourtant, il existe bel et bien un service public de distribution d'eau potable, la REGIDESO. Mais elle n'assure pas le raccordement des deux communes urbaines, et les parcelles raccordées au réseau ne sont pas fournies en eau régulièrement. Il en va de même de la SNEL, la Société nationale d'électricité, dont certains abonnés réclament régulièrement la rupture du contrat pour ne pas continuer à recevoir des factures alors qu'ils sont plongés dans le noir de façon quasi permanente.

2. De l'indifférence à l'auto-prise en charge : le citoyen piégé !

Face à la démission de l'Etat, le citoyen congolais réagit généralement de deux manières. La première consiste à trouver un palliatif à l'Etat, une sorte de « tiers Etat » sur lequel se déverse la frustration. Ainsi, un militaire de rang dont la solde n'est pas payée - ou est détournée par son supérieur- se rabattra sur le civil qu'il va racketter pour assurer sa survie et celle de ses dépendants. La seconde réaction consiste à regarder ailleurs, par dépit, par dégoût ou par fatigue. L'Etat est alors considéré comme une affaire des autres, une sorte de tontine dont les associés se répartissent les bénéfices, à l'exclusion de tous les autres. Le citoyen auto-exclu des « choses » de l'Etat, essaie de tirer lui-même son épingle du jeu, en luttant au quotidien pour sa survie grâce à la débrouillardise, ce fameux système « D » qui fait tomber en admiration certains observateurs externes. Cela peut passer des petites combines à des

initiatives remarquables telles que la construction et la gestion des écoles et des hôpitaux ; le rôle de l'Etat se limitant à la taxation des services, à la délivrance des titres scolaires contre paiement, etc. Face à cette débauche d'initiatives, les représentants de l'Etat ne peuvent que se frotter les mains et encourager les populations à continuer à « se prendre en charge ». Nous avons connu, sous la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) 1998-2002, une véritable exaltation de l'auto-prise en charge, y compris en matière de sécurité ! Les effets pervers de cette auto-prise sont multiples. Non seulement l'Etat est encouragé dans son irresponsabilité, mais aussi les limites de l'initiative des citoyens ne sont pas claires pour tous. S'agissant de l'auto-prise en charge en matière de sécurité par exemple, on a vu des groupes de jeunes effectuer des rondes pour sécuriser des quartiers urbains ou des villages mais on a assisté aussi à des lynchages des « suspects » dans ce qu'on appelle généralement « Justice populaire », un phénomène dont l'ampleur dans certains coins du pays commence à inquiéter sérieusement l'opinion.

3. D'une communauté opprimée à un groupe de pression : aligner de petites victoires.

Devenir organisateur de sa communauté, ou plus humblement, organisateur dans sa communauté, c'est s'inscrire dans une dynamique de changement, en essayant de « faire bouger les choses ». L'objectif étant de faire passer cette communauté de son état de groupe opprimé par une élite politique irresponsable au statut d'un groupe de pression, capable de révolte et de revendication mais tout aussi conscient de ses propres devoirs et obligations. Obama a été organisateur de communauté dans sa jeunesse, et les jeunes des dix-huit quartiers de la ville de Goma et les membres des noyaux ruraux voudraient bien s'impliquer dans cet éveil à la citoyenneté responsable. Mais Goma n'est pas Chicago et la RDC n'est pas les Etats-Unis ; force est donc de s'imprégner du contexte local, national et régional en vue de mettre toutes les chances du côté des organisateurs des communautés. De la somme des petites victoires locales (par quartiers, par communes, par groupements) pourraient naître des dynamiques de changement plus

importantes sur le long terme. Le mal en RDC est si important qu'il serait illusoire d'envisager un changement significatif dans l'immédiat.

II. ANALYSE DU CONTEXTE

1. Situation sécuritaire

Au moment où l'atelier se tient dans l'enceinte Utamaduni Center de Pole Institute à Goma, la capitale provinciale du Nord Kivu connaît une effervescence peu ordinaire. Les plus hautes autorités chargées de la sécurité nationale y atterrissent à tour de rôle dans ce qui ressemble à une opération de sauvetage en urgence. Le 9 avril 2012, le Général Didier Etumba, Chef d'Etat- Major Général des Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) est arrivé dans la matinée ; il sera suivi de Joseph Kabila, le Président de la République et de Roger Meece, le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies et patron des forces de la MONUSCO. Et l'enjeu est de taille. En effet ce mois d'avril a commencé dans une cacophonie terrible au sein des FARDC dont les éléments à l'Est se détachent du jour au lendemain, en faisant apparaître les profondes fissures qui parcourent ce grand corps malade de ses divisions de départ.

Tout est parti de la condamnation par la Cour Pénale Internationale (CPI) de Thomas Lubanga, l'ancien chef de la milice UPC (Union des Patriotes Congolais) le 14 mars 2012 pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis en Ituri en 2003. A la suite de cette condamnation par les juges de La Haye, la Communauté internationale et les ONG ont accentué la pression qu'ils exerçaient sur le pouvoir de Kinshasa afin qu'il procède à l'arrestation et au transfèrement devant la même Cour le Général Bosco Ntaganda, ex-commandant militaire de Thomas Lubanga, devenu Général au sein des FARDC, après un passage au sein de la rébellion du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) du Général Laurent Nkunda. A la suite d'un retournement spectaculaire d'alliances dans la sous- région, en effet, le Général Nkunda est mis aux arrêts en janvier 2009 par son ancien allié officieux rwandais alors que son

principal lieutenant Ntaganda intègre les FARDC avec armes et troupes. La branche politique du mouvement rebelle se transforme en parti politique, rejoint l'Alliance de la Majorité Présidentielle de Joseph Kabila qu'elle combattait et n'a plus de pouvoir réel sur le terrain.

A la suite des accords de 2009, le Général Ntaganda assumait des fonctions de responsabilité au sein des FARDC à l'Est dans le cadre du Programme « Amani » et le gouvernement de Kabila affirmait qu'il constituait un maillon important dans le dispositif de paix et que celle-ci était plus importante que la justice. Lors de sa visite controversée à Kinshasa le 27 mars 2012, le Ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders avait répété devant les médias qu'il avait parlé de l'affaire Bosco Ntaganda avec le Président congolais. Selon l'homme d'Etat belge, Joseph Kabila lui avait donné des assurances pour arrêter le général recherché par la CPI mais il ajoutait avec un certain scepticisme qu'il attendait que cela se traduise en actes et que sans le concours du Rwanda, l'opération ne serait pas facile. En cette fin du mois de mars, Bosco Ntaganda a-t-il pressenti que de sombres nuages s'accumulaient au-dessus de sa tête et que le Président était sur le point de le lâcher ?

La participation d'une poignée d'officiers ex-CNDP à une rencontre à Kinshasa organisée par l'Etat- Major Général malgré l'opposition de Ntaganda sonnera l'alerte pour ce dernier et, le temps d'un week-end, les officiers et des hommes de troupe qui lui sont restés fidèles vont faire défection des FARDC.

La situation a été jugée tellement sérieuse que le Président de la République, dont l'élection en novembre 2011 a été jugée non crédible par bien des observateurs, s'est personnellement déplacé pour limiter les dégâts et prouver qu'il gardait la main. Dans le discours qu'il a tenu le 11 avril 2012 devant des groupements et associations des habitants de Goma, Joseph Kabila s'est voulu à la fois ferme et rassurant. Ferme dans sa volonté de mettre fin au phénomène des désertions au sein de l'armée, en punissant les coupables, en redéployant les unités de l'Est ailleurs dans le pays et en arrêtant éventuellement le Général Bosco Ntaganda, non pas pour

le transférer à la CPI mais bien pour le juger « ici, à Kinshasa, ou ailleurs ». Rassurant, avec les promesses de répondre à toutes les attentes d'ordre social (infrastructures, éducation...) dès que la sécurité serait rétablie.

Les participants à ces journées de réflexion ont essayé de décrypter le discours présidentiel, notamment par rapport au cas de Bosco Ntaganda dont l'arrestation ou la non-arrestation était au centre d'un débat passionné. Pour les uns, il va de l'honneur et de la respectabilité de notre pays de prouver qu'un seul homme ne doit pas narguer la République ; pour d'autres, il ne servait à rien de tenter un geste qui pourrait avoir des retombées incalculables sur les populations civiles.

S'agissant du contexte de Goma et des territoires périphériques, les constats suivants ont été dégagés :

1. La recrudescence des braquages des maisons et autres institutions financières par des gangs armés et en plein jour, les cas les plus récents étant arrivés à la BIAC, à la CODEFI et dans certaines maisons d'habitation.
2. Les tracasseries par des militaires, notamment ceux de la Police Militaire (PM) et les gardes de certains officiers qui habitent les quartiers, qui dépouillent les civils de leurs biens à la tombée de la nuit dans ce qui s'appelle « Opération vider les poches ».
3. Les incendies continuent à faire des ravages dans certains quartiers de la ville de Goma, notamment à Mabanga Sud et à Birere ; certains de ces incendies seraient d'origine criminel impliquent des enfants instrumentalisés par certains adultes qui les paient pour cette sale besogne.
4. A Sake, une forte présence à Mubambiro des militaires venus de Kindu inquiète la population depuis un certain temps.
5. A Kitchanga, le tribalisme continue à causer des déchirements au sein des communautés (hutu et tutsi en particulier) et les militaires FARDC se sont retirés du lieu et se sont divisés, les ex- CNDP d'une part et les « autres » d'autre part.

6. A Rutshuru après la reprise par les forces gouvernementales de la localité de Bunagana des mains des insurgés pro-Bosco Ntaganda le 8 avril 2012, la situation paraît calme mais n'est pas bonne ;sur l'axe Rutshuru Butembo, trois mini-bus en provenance de Goma ont été pillés à trois reprises par des inconnus et le dernier groupe a dépouillé les passagers des habits qu'ils portaient.
7. A Nyiragongo, par contre, on enregistre au quotidien des cas d'assassinats suite à des conflits coutumiers permanents. En plus, les vaches et les récoltes sont volées pendant la nuit par des inconnus et il s'observe des pillages chaque jour sur la route, ce qui rend de plus en plus difficile l'approvisionnement de ce territoire qui vit essentiellement de ses échanges avec Rutshuru.
8. A Minova et à Bulenga, un conflit foncier survenu entre deux individus s'est étendu sur deux villages et crée des haines occasionnant mort d'hommes et plusieurs blessés. Même les forces de l'ordre ont pris parti, les militaires soutiennent un des prétendus acquéreurs et la Police l'autre.

2. Situation politique

Au niveau national, le contexte est caractérisé par une phase politique de fortes attentes et d'appréhensions. En effet, le pays est dans son quatrième mois après les élections présidentielle et législatives du 28 novembre 2011 mais il semble naviguer à vue. Le Président de la République a certes nommé un « Informateur », M. Mwando Nsimba, en vue de l'identification de la majorité parlementaire ; ce dernier a déjà rendu son rapport mais Joseph Kabila retarde encore la désignation du « Formateur », le Premier Ministre qui devra former et diriger le gouvernement. Lors de son discours d'Ihusi, il a promis la formation du gouvernement la semaine suivante¹. En attendant, il y a à Kinshasa un gouvernement provisoire dirigé par Koyagiolo Te Gberengo, composé presque exclusivement des Ministres sortants ayant échoué aux législatives qui cumulent plusieurs

¹ Finalement le Premier Ministre Matata Mponyo sera désigné le jeudi 19 avril et le gouvernement proclamé le samedi 28 avril 2012.

ministères pour suppléer leurs collègues élus et dont la mission est d'expédier les affaires courantes. Les élus, quant à eux, peinent à élire leur bureau définitif et vont de report à report².

Une mesure prise par le Premier Ministre sortant, Adolphe Muzito, élu entre-temps député, est rendue publique par l'intérimaire Koyagiabo et suscite interrogations et inquiétudes. Il s'agit de la création de nouvelles entités administratives à l'intérieur des provinces. Certains villages sont ainsi érigés en villes alors que des agglomérations éparses sont regroupées en communes rurales. Dans la foulée, les cités (qui sont devenues des villes) et les postes d'encadrement administratifs (devenus des communes rurales) ont été supprimés, ainsi que les districts (qui avaient été promus provinces dans la Constitution de 2006). Cette recombinaison de la territoriale n'a aucun impact sur le processus électoral dans la mesure où ces nouvelles entités ne sont pas des circonscriptions électorales. Ainsi donc, si les élections provinciales, municipales et locales ont lieu³, les anciennes villes du Nord Kivu (Goma, Butembo et Beni) auraient des élus alors que les nouvelles (Rutshuru, Oïcha et Luhulu) n'en auraient pas. Mais les plus remués par cette réforme administrative sont les chefs coutumiers, les « Bami » qui verraient leur territoire et leur pouvoir fortement réduits.

La situation qui prévaut à l'Université de Goma (Unigom) depuis trois semaines relève, quant à elle de l'absurde ; dans un mélange dramatique et insensé le politique et l'ethnique s'y croisent, l'argument de la force s'y affronte à la force de l'argument ; l'individuel et le communautaire s'y fondent et s'y confondent ; le tout dans une cacophonie telle que tout le monde y perd son latin. Les faits sont pourtant, à première vue, clairs. Un étudiant de 3^{ème} année Doctorat, ayant trafiqué des documents

² Le bureau sera finalement désigné le 12 avril, à l'issue d'un vote sans enjeu, la Majorité présidentielle ayant présenté une liste uninominale par poste alors que l'opposition était encore une fois divisée et aphone. Aubin Minaku du PPRD en est le président, élu par 343 voix sur 349 votants.

³ Prévues initialement en mars 2012, elles seront organisées en janvier 2013, selon la CENI.

académiques après avoir été exclu de l'Université de Kisangani, a été reconnu faussaire et renvoyé de l'Université de Goma. Mais seulement voilà : le jeune faussaire serait de l'ethnie Nande et le Recteur (jeune aussi, d'ailleurs) serait Hutu et les deux ethnies se disputeraient le pouvoir au sein de cette Université depuis sa création vers les années 2000. En plus, le faussaire chassé serait le Président du Comité des étudiants, en guerre ouverte avec un recteur qui s'est juré de réduire les pouvoirs et le mandat du Président, ravalé au statut de Porte-parole⁴.

3. Situation socio-économique

La ville de Goma continue à être une « cité sauvage ». En effet, le remarquable dynamisme des populations visible par les constructions modernes qui poussent sur la lave volcanique comme des champignons est en contradiction avec l'apathie de l'Etat caractérisée par l'absence criante des infrastructures et des services publics. Dans tous les quartiers de la ville, l'énergie électrique est aléatoire l'eau potable est rare aux robinets, l'insalubrité fait partie du décor, la voirie disparaît à vue d'œil sous le regard absent de l'autorité municipale et provinciale.

Face à cet environnement délabré doublé du manque d'emplois, la jeunesse recourt de plus en plus à des stupéfiants ; ainsi le quartier Majengo est –il devenu un lieu de production et de consommation du chanvre sans que les autorités locales n'y trouvent à redire.

Ce tableau comporte autant de questionnements que de défis qui allaient guider les travaux de ces deux jours.

⁴ Le 25 avril 2012 les bureaux du Recteur de l'UNIGOM ont été incendiés et il y aurait un lien avec cette rocambolesque affaire.

III. LA CITOYENNETE RESPONSABLE

1. La responsabilité : de l'Individu à l'Etat, en passant par la Société, cas du conflit qui paralyse l'UNIGOM.

Dans le contexte de la RDC, il s'observe une sorte de chevauchement entre les niveaux de responsabilité. Le cas le plus frappant est celui de l'exclusion de l'étudiant de l'UNIGOM pour détention de faux dossier mais qui a pris une ampleur extra- académique en devenant un enjeu politique et un problème interethnique. Un problème purement individuel, la fraude et la tricherie, a donc pris une ampleur communautaire, voire sociétale. Comment en est-on arrivé là ?

1.1. Un mal qui plonge ses racines bien loin.

Au plus fort de la dictature du Président Mobutu Sese Seko, la jeunesse et la jeunesse estudiantine en particulier, a été au centre de la mobilisation et de la manipulation politiques. Dès les premières années du pouvoir Mobutu, la relation avec les étudiants sera marquée du sceau de la contestation et de la révolte d'une part et de la répression et de l'embrigadement d'autre part. Le point d'orgue de ce face à face sanglant sera atteint en 1969 avec la fermeture de l'Université de Kinshasa avec à la clé des assassinats d'étudiants et l'enrôlement des survivants au sein des Forces armées. Par la suite, à la faveur de l'instauration du Parti unique, les étudiants seront de facto incorporés dans la JMPR, la Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution ; chaque institution d'enseignement supérieur étant doté d'une organisation d'étudiants constituée des Commissaires ayant à leur tête un Dirigeant sectionnaire. Ce dernier était d'office associé aux Congrès du MPR qui se tenaient régulièrement dans la capitale et était donc un militant et un mobilisateur à la faveur du Mobutisme. Une telle position représentait des avantages certains pour l'étudiant qui flirtait ainsi avec un pouvoir dont il récoltait des miettes, en attendant idéalement d'en être un membre effectif à la fin de ses études. Au fur et à mesure que la vie estudiantine est devenue héroïque avec la suppression de la bourse d'études, la fin de la restauration et du logement sur les campus, la lutte pour une place

au sein du Comité des étudiants est devenue un enjeu vital et des stratégies de plus en plus sectaires ont été montées pour accéder à des strapontins plus ou moins lucratifs. L'une de ses stratégies a été et est toujours la mobilisation de l'électorat sur fond de l'appartenance ethnique.

A Bukavu, la compétition se fait entre les Bashi et les Lega, les ressortissants d'autres ethnies constituant des alliés potentiels pouvant influencer sur le sens de la balance. A Goma, depuis l'éclosion des universités au début des années 2000, une lutte féroce oppose les deux « grandes ethnies » Nande et Hutu pour ces postes, les ressortissants du Sud Kivu y font bloc dans ce qu'ils appellent la « Grande Famille », pour négocier leur alliance au plus offrant. Comme les mêmes logiques s'observent à tous les niveaux, y compris dans les sphères politiques nationales et provinciales ainsi que dans la gestion académique elle-même, elles ne semblent choquer personne, jusqu'au moment où leurs méfaits sautent à la figure de tout le monde et que l'on se mobilise tardivement, dans une fausse surprise générale. Les universités et nos jeunes reflètent donc les tares de notre société et de notre Etat ; il faut oser regarder cette réalité en face.

1.2. Le refus du changement : ce n'est pas le moment !

Pour revenir à cette confusion entre les responsabilités individuelles et l'appartenance communautaire, il a été demandé aux jeunes participants à l'atelier de s'exprimer sur le conflit en cours à l'UNIGOM. La question leur a été posée de façon simple et sans fioritures : « *Trouvez-vous normal qu'un problème de faux papiers ayant entraîné l'exclusion d'un étudiant faussaire soit interprété comme un défi politique et mobilise à l'intérieur et à l'extérieur du campus en des termes ethniques ?* » Les réactions à cette question ont été surprenantes à plus d'un titre. En général, ils disent que cela est dû aux « préjugés », à une « solidarité mal orientée », à « la manipulation » et au fait que les étudiants sont des « outils des hommes politiques ». Mais ils n'osent pas franchir le pas suivant, celui de la condamnation ou de la restitution de la responsabilité à son niveau véritable. Ils estiment que le mal (l'ethnisation et la

politisation de la vie universitaire) étant profond, il faudrait « y aller progressivement », que le Recteur a choisi « le mauvais moment » pour exclure l'étudiant au vu des tensions qui étaient déjà perceptibles sur le campus et impliquant le même étudiant, etc. En d'autres mots, la plupart de ces jeunes sont conscients du mal mais n'estiment pas que le changement soit une urgence ! Et si ce n'est pas le moment maintenant, cela signifie que ce changement-là ne passera pas par eux !

1.3. Etat en RDC : une réalité inqualifiable !

Partant de l'analyse du contexte, les participants se sont exprimés par rapport à l'Etat tel qu'ils le perçoivent au quotidien. Le constat est sévère et les expressions utilisées sonnent comme des jugements définitifs et traduisent leur désarroi et leur frustration. Face au défi de l'arrestation de Bosco Ntaganda, la plupart s'insurgent de « l'incapacité d'un Etat à neutraliser une seule personne » et s'étonnent de la persistance des fragmentations au sein d'une armée qualifiée d' « incapable », une « armée des scouts ». Quant à l'Etat dans son fonctionnement global, il est jugé « irresponsable », « sous tutelle internationale », « sans volonté » et « manquant de leadership ».

1.4. Elite politique congolaise : se régénérer au lieu de générer des services !

La frustration des populations congolaises et des jeunes participants à ces journées de réflexion résulte de la rupture entre eux, qu'on appelle généralement la base, et les membres de l'élite politique censée les conduire vers un mieux-être à travers une gestion la plus efficace possible des ressources disponibles. Cette élite, nichée au sommet de la pyramide à Kinshasa ou quelques degrés plus bas dans les capitales provinciales, s'est appropriée le pays et ses ressources qu'elle se partage selon des règles qu'elle est la seule à connaître. *« Il y a un vide entre ces deux cercles. L'élite dirigeante ne rend pas des services publics à sa population qui, elle, s'acquitte un tant soit peu de ses devoirs. »*

Cette cassure entre le petit cercle des dirigeants et celui plus grand des populations est d'autant plus inquiétante que l'élite a inventé divers mécanismes pour se reproduire, y compris biologiquement, à l'intérieur de la bulle, ne laissant que très peu de chances à la population d'en bas de pénétrer dans le petit cercle. Les jeunes ont ainsi relevé qu'il y a des noms qui reviennent régulièrement dans la politique, comme si la vocation était héréditaire. Les Mobutu, les Kabila, les Kamitatu, les Bemba, les Kasa-Vubu, les Tshisekedi... traversent les générations politiques comme des Kennedy, des Bush ou des Gandhi des bords du fleuve Congo sans pour autant être de véritables grandes familles politiques par leurs actions et engagements en faveur du pays. Pire, les élections, conçues et perçues comme la voie la plus démocratique pour faire accéder le peuple à l'exercice du pouvoir, sont utilisées comme des instruments de cette régénération biologique à l'intérieur de la bulle. Ainsi avons-nous découvert que tel candidat député national avait inscrit comme premier suppléant sa propre fille et que tel autre avait préféré positionner sa femme à cette position stratégique⁵. La dernière stratégie se trouve dans certaines dispositions qui régissent le fonctionnement de certaines entreprises étatiques qui prévoient une alternance biologique au sein de l'entreprise, notamment en cas de décès de l'employé qui peut donc, le plus légalement du monde, léguer son travail à son enfant ou à son frère !

Un Etat animé par cette élite-là ne fait pas face à ses responsabilités régaliennes, loin s'en faut. *« Il n'est pas vrai que l'Etat congolais soit absent. Il ne s'absente que quand il doit offrir des services mais il est omniprésent pour percevoir des taxes. On est dans une relation à sens unique, dans un contrat social à sens unique ! »*, estime un participant. *« Il faut absolument changer d'élite, en utilisant de façon judicieuse le vote ; mais la CENI ne respecte même pas le choix du peuple »*, ajoute un autre. *« Mais nous avons une certaine responsabilité dans la désignation de cette élite politique que nous devons changer ; personne ne le fera à notre place »*, conclut un autre.

⁵ Selon la législation en vigueur, le député est remplacé par son premier suppléant en cas d'empêchement ou d'affectation à une fonction incompatible.

2. Les services publics, c'est un droit ; que faire pour les avoir ?

Breanstorming

Groupe 1

- La population congolaise doit d'abord connaître ses droits aux services publics, par la conscientisation (route, sécurité, etc.),
- Evaluer la situation vécue pour savoir si les conditions d'étude sont comme elles devraient être si l'on avait de bons dirigeants,
- Revendication du changement des dirigeants à l'issue de l'évaluation, organiser des débats, et observer un temps de réaction,
- Puis initier une pétition et la faire circuler pour collecter cent mille signatures,
- Procéder par des marches pacifiques, après avoir informé au préalable l'autorité compétente pour la sécurisation des manifestants, et demander impérativement l'organisation des nouvelles élections, tout en ayant un esprit de sacrifice dans le chef des manifestants,
- Refus de la corruption, un atout majeur dans la lutte,
- Accepter d'être des martyrs
- Continuer la lutte quels que soient les coups.

Groupe 2

- Que la population connaisse ses droits et ses devoirs à l'égard de l'Etat, (salaire équitable, sécurité, eau, électricité, etc.)
- Pour y arriver, procéder par la conscientisation de la population par l'organisation des débats publics sur des thèmes qui causent problème dans la société,
- Procéder par des sit-in,
- Puis grève,
- Désobéissance civile de la population,

- Blocage des autorités dans leurs bureaux pendant les services ou dans les salles de réunion,
- Puis enfin passer à la révolte continue sans casse.

Groupe 3

- Sensibiliser la population sur la connaissance de ses droits,
- Créer des groupes de pression, en écrivant des lettres, multiplier des rencontres d'échange avec les autorités politiques et coutumières, etc.
- Lutter contre la corruption,
- Exiger une structure d'organisation des élections avec, à la tête, les membres de la Société civile surtout ceux des confessions religieuses,
- S'opposer aux modifications de la Constitution qui ne passent pas par le référendum.

Groupe 4

- Expliquer à la population la définition du service public qui est toute activité mise sur pied par les dirigeants à la population ou aux dirigeants, et le mot droit : toute chose qu'une personne doit avoir sans quoi elle peut revendiquer, et le terme citoyen : toute personne qui a droit à une nationalité ou un habitant d'un pays.
- Il faut connaître ses droits (former et informer la base), lutter pour avoir ses droits, le changement de mentalité (impartialité c'est-à-dire sans regarder la race ou l'ethnie).

Il se dégage de ce brainstorming que :

1. Les participants ont compris la nécessité de « sensibilisation » / « conscientisation » des populations à leurs droits, notamment en matière d'accès aux services publics ;
2. L'Etat ne joue pas son rôle de fournisseur de services et se trouve gangrené par la corruption ;

3. Des actions doivent être initiées par les populations en vue d'un changement ;
4. Ces actions sont échelonnées dans le temps et en fonction de leur ampleur (évaluation- débats- sit-in- désobéissance civile- martyrre...)

Cependant, la plupart de ces belles résolutions relèvent davantage de la théorie académique ou d'un certain mimétisme de ce qui se passe ailleurs. Ce qu'il faut, c'est des stratégies pensées pour faire face aux défis concrets auxquels les populations de Goma et des territoires périphériques font face quotidiennement. Plutôt que de « voir trop large », les participants ont donc été invités à imaginer des actions ciblées et facilement contrôlables et dont l'impact pourrait s'évaluer en termes de « **petites victoires** ».

IV. ORGANISATEUR DE LA COMMUNAUTE

1. Des noyaux de légitimités à ceux des organisateurs de la communauté.

La deuxième journée de réflexion a été consacrée à la notion *d'organisateur de la communauté*. Cette expression mise au goût du jour après qu'un ancien organisateur de la communauté, Barack Obama, est devenu le premier Président noir des Etats-Unis est l'aboutissement d'un processus de recherche- action- participation commencé à Pole Institute depuis plus de dix ans aujourd'hui. En 2000, la RDC était en proie à des rébellions qui avaient mis le pays en coupes réglées, les élites politiques ayant choisi de se partager les espaces et leurs ressources ; les populations, comme d'habitude, essayaient de survivre dans un environnement fait de violence et de précarité. Le centre du pouvoir politique avait littéralement éclaté et s'était géographiquement rapproché des périphéries en s'installant à Kinshasa (Gouvernement), à Goma (RCD), à Gbadolite (MLC) et plus tard à Kisangani, à Beni (RCD-K-ML), à Bafwasende (RCD-N), etc. Paradoxalement, pour les populations, ce rapprochement géographique a coïncidé avec l'éloignement d'une nouvelle élite politique plus préoccupée par sa propre survie dans un contexte de

complète illégitimité que d'une gouvernance au service des administrés. Face à cette situation, nous avons encouragé la mise en place des *noyaux de légitimité* dans quelques sites- pilotes au Nord Kivu (Goma, Kibumba, Nyamilima, Kitshanga) et au Sud Kivu (Minova). Les membres de ces noyaux, élus par la population locale, planchaient sur les problèmes du site et en proposaient des solutions avec l'accompagnement de Pole Institute.

Le noyau de Nyamilima a abattu un travail qualitatif tel que l'autorité coutumière de Bwisha demandera explicitement à Pole Institute de multiplier ce genre d'initiatives, une demande à laquelle nous ne pouvions pas répondre positivement dans la mesure où nous comptions sur l'appropriation et l'effet boule de neige de ces expériences et non sur l'essaimage par nous-mêmes. Malheureusement le même noyau de légitimité de Nyamilima paiera le plus lourd tribut à la montée des extrémismes politico- ethniques avec la montée en force des milices qui va plonger la localité dans un climat de terreur dont elle ne s'est toujours pas remise à ce jour. Deux des animateurs les plus influents ont été assassinés, un autre grièvement blessé ; les autres ont fini par faire profil bas.

Le groupe de Goma qui, dès le départ, s'est voulu un « noyau de réflexion », a choisi de traiter de la problématique de la violence dans les écoles. L'émission « Echos de Goma et d'ailleurs, fissures », réalisé par Pole Institute et diffusé sur plusieurs chaînes de radio à l'Est de la RDC depuis le mois de décembre 2004 est le fruit de ce travail. Les anciens noyaux de légitimité se sont peu à peu transformés en *espaces d'analyse de contexte* et, accessoirement, en *clubs d'écoute* de l'émission.

La fin de la transition politique en 2006 avec, à la clé, une Constitution disposant que la gouvernance politiquement serait fortement décentralisée, avait suscité beaucoup d'espoirs quant à la prise en compte des intérêts des populations. Mais celles-ci ont vite déchanté. Aucune disposition relative à la décentralisation (retenue à la source des 40% des recettes des provinces et péréquation, nouveau découpage des provinces, etc.) n'a été mise en œuvre et le processus électoral s'est arrêté net après les provinciales avant que

ne soient organisées les municipales et les locales pourtant planifiées. Pendant ce temps, le comportement de l'élite politique n'a guère évolué du fait probablement de la régénération biologique évoquée plus haut. Comme si cela ne suffisait pas, cette élite politique a trouvé le moyen de revisiter la Constitution en tordant le cou aux articles qui allaient dans le sens de la décentralisation et contre la confiscation du pouvoir par ceux qui le détiennent. Ainsi un député qui céderait son siège à son suppléant pour aller exercer une fonction incompatible (et plus juteux) pourra-t-il retrouver son siège du Palais du Peuple à la perte de cette fonction !

Entre les deux cycles électoraux, Pole Institute a mené un travail d'évaluation participative avec les populations et les gouvernants, à travers des séances d'analyse du contexte et des tribunes d'échanges gouvernants- gouvernés avec des groupes des jeunes, des femmes, des partenaires de la Société civile à travers le « Bustani ». Le constat est que le Congolais lambda se retrouve toujours en marge des préoccupations du pouvoir et qu'il doit encore et pour longtemps continuer à « se prendre en charge ». C'est cela qui a motivé la redynamisation des ex- noyaux de légitimité, qui se veulent être dorénavant des noyaux des *organiseurs de la communauté*.

2. Devenir organisateur de la communauté, c'est essayer de faire bouger les choses.

2.1. Des débuts laborieux

Les délégués des tout nouveaux noyaux des organisateurs des communautés de Kibumba, Kiwanja, Sake, Kitshanga (Nord Kivu), Minova et Mukwija (Sud Kivu), ont présenté leurs actions depuis leur implantation. A ce stade, ils ont consacré beaucoup de temps et d'énergie à la formalisation de leurs structures (élargissement de la structure, acquisition des bureaux, organigrammes, etc). Le reste des activités comprend des actions de plaidoyer en faveur des populations victimes de tracasseries militaires et policières et de sensibilisation à la cohésion sociale et à la cohabitation pacifique entre les communautés ethniques. D'autres ont même entrepris de se convertir en sous- bureaux de Pole Institute dans leur milieu.

Après avoir discuté de ces bilans, quelques orientations ont été dégagées :

1. Il ne faut pas tomber dans le piège de la formalisation et la tentation de la hiérarchisation verticale.
2. Un bureau peut être un atout et offrir un cadre confortable pour le travail du noyau mais il ne constitue pas un préalable.
3. Le noyau est une émanation de la communauté et c'est pour elle qu'il travaille.
4. La relation avec Pole est basée sur l'accompagnement, renforcement mutuel et échanges d'informations.

2.2. Faire bouger la communauté, c'est possible

« L'homme peut changer le monde ;

à condition qu'il sache que le monde peut changer ;

et qu'il peut l'être par lui. »

Cette belle phrase de Paulo Freire devrait être le principe de base de tout mobilisateur de la communauté. Car le résultat qu'on attend de son action, c'est bien le changement de son monde, surtout lorsque celui-ci présente l'image dégagée par l'analyse du contexte faite plus haut.

L'objectif principal de l'organisateur de la communauté est donc d'essayer de faire bouger la communauté, pour qu'elle passe de son statut actuel de « communauté défavorisée, opprimée » vers celui de « groupe de pression », qui travaille avec d'autres structures alliées en vue de négocier avec les autorités ses droits, notamment les services publics.

3. Exercice pratique d'identification des problèmes, des alliances possibles et de petites victoires

3.1. Question posée aux participants

Dans votre milieu

- * *Quels sont les défis/problèmes les plus urgents (3 max) ?*
- * *Qui mobiliser et comment pour y faire face?*
- * *Nouer des alliances : avec qui ?*
- * *Quels seraient les indicateurs des petites victoires ?*

La réflexion s'est faite en 3 groupes : les participants venus de l'intérieur, les jeunes de la commune de Goma et ceux de la commune de Karisimbi.

3.2. Résultats

Site	Problèmes	Acteurs à mobiliser	Comment ?	Alliances	Indicateurs de petites victoires
Intérieur	<ul style="list-style-type: none"> - Conflit entre cultivateurs et éleveurs - Tracasseries 	<ul style="list-style-type: none"> - Autorités locales - Société civile 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire des contacts - Conscientiser ces gens, - Organiser des débats avec la communauté 	ONGs locales, les responsables des confessions religieuses	<ul style="list-style-type: none"> - La tenue des réunions, résolution et recommandations, compromis et engagement et la diminution des cas
Commune de Goma	<ul style="list-style-type: none"> - Problème d'eau stagnante - Immondice - Insécurité 	Le chef de quartier, les autorités locales, et les militaires, etc	<ul style="list-style-type: none"> - Conscientiser la communauté de base, - Définir l'insécurité, - Faire la sensibilisation porte à porte, - Parler à la communauté religieuse dans leur culte matinal, - Demander l'appui de la police et des militaires, 	toutes les couches de la communauté, les jeunes, parents, les chefs,	<ul style="list-style-type: none"> quand les jeunes vont aménager les routes en mettant pierre quand il n'y aura pas d'immondices dans des quartiers. la sécurité, quand il n'y aura plus de plainte, et pas de bandits,

Site	Problèmes	Acteurs à mobiliser	Comment ?	Alliances	Indicateurs de petites victoires
Commune de Karisimbi	Insalubrité, eaux stagnantes, et les immondices, Incendie (soit volontaires, soit involontaires), suivi de vols d'objets des ménages victimes, Drogue, qui provoque des tracasseries, et violences	Soi-même, chef d'entité, les mamans, les jeunes	Etre bon modèle, contacts avec les autorités, sensibilisation matinales (3h00 du matin)	Eglises, écoles, leaders d'opinion, rasta men	disparition d'eau stagnante, réduction des risques d'incendies

Il se dégage de ce tableau que les défis relevés sont relatifs à la vie au quotidien. Dans la ville de Goma (les deux communes), la sécurité physique et l'environnement immédiat (insalubrité, incendies, etc) sont au centre des préoccupations alors que dans les milieux périphériques ce sont les conflits entre les communautés et entre les populations et les autorités (tracasseries) qui sont mis en exergue. Un autre élément intéressant, c'est l'identification d'alliés « incontournables » qui se retrouvent dans tous les cas de figure ; il s'agit des Eglises dont la capacité de mobilisation et de persuasion a été reconnue par tous les participants et avec lesquelles elle s'avère nécessaire de définir des protocoles de collaboration pour faire bouger les choses au sein de la communauté.

*La prochaine rencontre est prévue au mois de juillet 2012. Elle sera consacrée à l'évaluation des actions menées dans les différents noyaux à la suite d'une planification ébauchée à la fin de ces journées de réflexion et à une formation sur la **révolte constructrice**.*

Onesphore SEMATUMBA
Mai 2012

ANNEXE 1.

LA VRAIE DEMOCRATIE EN RDC DEPENDRA D'UN NOUVEAU LEADERSHIP DE LA JEUNESSE

1. La jeunesse, une ressource gaspillée.

La jeunesse constitue une grande richesse dont le continent africain pourrait bénéficier si toutefois il en prenait soin de manière responsable. Elle représenterait un chiffre proche de la moitié de la population dans plusieurs pays africains, au moment où en Europe occidentale elle avoisinerait le 1/5 de la population. Bien exploité, ce facteur pourrait constituer un atout majeur pour le développement de l'Afrique quand l'on sait comment une population bien formée en âge de travailler a été un élément déterminant dans le décollage de l'Asie orientale.

Cependant, malgré les efforts consentis pour mieux former les jeunes de l'Afrique, leur insertion dans la société ne semble pas encore assurée. En RDC, cette situation est encore plus grave. De nombreux jeunes vont à l'école sans espoir d'un lendemain meilleur. Leur formation n'est pas d'un bon niveau, la possibilité d'avoir plus tard un emploi est fort limitée.

Parmi eux, certains sont atteints du VIH-Sida, un grand nombre se débrouille dans l'économie informelle, d'autres se contentent de vivre de la mendicité ou de la délinquance. Ces dernières années, des milliers de jeunes n'ont trouvé leur salut que dans la violence armée ou la prostitution ouverte ou déguisée. Et combien ont-ils été victimes des violences sexuelles qui sont devenues un phénomène de société dans notre pays ? Il y a lieu de se poser la question sur le sens d'être jeune dans la société où l'on passe vite de l'enfance à l'âge adulte, c'est-à-dire sans une transition naturelle par l'adolescence !

Et pourtant, dans nos sociétés traditionnelles les classes d'âge permettaient d'identifier le jeune. Des rites d'initiation autorisaient le passage d'une classe à une autre.

Aujourd'hui, les relations entre les aînés et les plus jeunes sont brouillées : les lieux de transmission de normes sociales deviennent rares.

Même s'ils s'affirment sur le plan culturel avec la danse et la « sape », les jeunes ne se sont pas constitués en groupe social qui peut prétendre valoir son pesant d'or. Leur est-il permis de rêver d'amour, de voyages et de réussite sociale dans les milieux difficiles et violents qui s'imposent à eux ? Pas vraiment, même si malgré tout, certains citadins (mais en petit nombre) goûtent aux délices de la culture globale actuelle à travers des gadgets comme le téléphone portable et l'ordinateur.

2. La carence des repères.

Les jeunes essaient de s'organiser mais le font souvent à l'image des pratiques associatives fortement hiérarchisées et réglementées imitées des adultes des quartiers urbains. Leurs organisations ainsi formées sont des proies faciles pour une récupération et une manipulation orchestrées par des partis politiques ou des mutuelles tribales. Dans leurs stratégies de survie ces jeunes ont ainsi du mal à se créer leur liberté de pensée et d'action et s'avèrent incapables de remettre en cause l'ordre établi. Et même quand ils expérimentent cet exercice, c'est sous forme de jacqueries violentes vite matées par le pouvoir, à l'exemple de manifestations estudiantines auxquelles nous sommes habitués. Les leaders sont soit jetés en prison, soit achetés. Il faut ajouter à cela que nos écoles ne contribuent pas à développer l'esprit critique.

L'école qui pousse à apprendre par cœur a la peau dure et il n'existe pas de courants prêts à se battre pour mettre fin à cette « pédagogie bancaire », comme l'appelait Paolo Freire.

Les poids de la famille, de la tribu et de proches pèsent lourd sur nos jeunes de façon qu'ils ne trouvent pas de voies pour se libérer. Ils sont nombreux à envisager le chemin de l'exil comme seule solution mais les frontières des pays riches ne s'ouvrent plus.

Leur avantage démographique devient un potentiel gaspillé à cause de différents freins que nous avons décrits ci-dessus. Et pourtant, les ferments du changement ne manquent pas. Les jeunes sont lassés par l'abus du pouvoir exercé par les aînés ; la vie devient chaque jour difficile pour eux. Alors des images de ce qui se passe ailleurs leur font miroiter le « bonheur » des jeunes dans les autres continents. Que faire ?

3. Quelques raisons d'espérer.

Le mot « jeunesse » a une histoire fortement chargée en RDC. Vers les années 60, après l'indépendance du pays, les différentes rébellions à idéologie nébuleuse ont fortement recruté des jeunes qui étaient manipulés et utilisés dans des massacres après avoir abusé des drogues et autres pratiques magiques pour se rendre « invulnérables » ! Malheureusement, ces pratiques sont devenues récurrentes. Aujourd'hui encore, les groupes armés nationaux et étrangers qui ont élu domicile dans la partie Est du pays recourent aux mêmes pratiques, en plus de plusieurs formes de violences qu'ils continuent à faire subir à la population civile. Les jeunes ne savent plus où donner de la tête. Leurs parents paupérisés par tant d'années sans emploi, par une situation socio-économique qui ne cesse de se détériorer au fil des années ne peuvent plus répondre à leurs besoins ; eux-mêmes ne peuvent plus jouer le rôle de sécurité sociale pour leurs familles comme leurs aînés l'ont été. Devant pareil tableau, nombreux sont ceux qui tombent facilement dans l'engrenage du système de corruption et d'achat de conscience. On les voit se manifester pour le soutien de tel ou tel politicien pendant les élections sans conviction à partir son programme, mais plutôt sur des critères de gain ou pour des raisons tribales. Fragilisés, les jeunes éprouvent beaucoup de mal à se coaliser pour lutter ensemble pour une même cause ou pour changer leur société. Utilisés de cette manière, abusés à outrance, ils perdent facilement leur faculté de se constituer en terreau pour un monde meilleur demain. En tout cas, ils ont du mal à se présenter comme une alternative pour un nouveau leadership du lendemain. Cependant, tout espoir n'est pas perdu ! De plus en plus, certains jeunes sortent du lot et expriment leur indignation. Ils se cherchent d'autres qui vivent comme eux cette révolte. Ensemble, ils veulent sortir du statu quo pour s'organiser et agir.

*Jean- Pierre KABIRIGI et
Primo-Pascal RUDAHIGWA*

ANNEXE 2. LISTE DE PARTICIPANTS

N°	Prénoms et Noms	Provenance	Contact
01.	Denis-Cicéron MAOMBI	Quartier Lac Vert	099318662/0821951576
02.	Cerich MIYING PIANG	Quartier Les Volcans	0997767298 cerichmiying@yahoo.fr
03.	Irène MISUBA	Quartier Murara	0853728141/0994396244 irenemsbluanda@yahoo.fr
04.	Kursumu MUONGO	Sake/ Masisi	0997619766/0813887761
05.	Bienfait RUKERA	Kiwandja/ Rustshuru	0994213111/0853177769
06.	Freddy BAUMA	Quartier Himbi	0990721762 Frederic016@yahoo.fr
07.	Isidore GAHIMA	Kitshanga/ Masisi	0810278960 isidorekahima@yahoo.fr
08.	Célestin RUYENZI	Mwikidja/ Kalehe	0992189167/0815814574
09.	Dieudonné MUKIRANIA	Quartier Vliirunga	0994790973 irdieudomuk@yahoo.fr
10.	Fidèle MUHONDI	Quartier Majengo	0859529187 fidelemuh@gmail.com
11.	Ibrahim MADIHANO	Minova/ Buzi	0853460231/0997284104
12.	Samuel KASENDULA	Quartier Kahembe	0853885828 billylumanu@yahoo.fr
13.	Jackson BATUMIKE	Juriste avocat	0994148561 Jackbatu1@yahoo.fr
14.	Yves OMBENI	Quartier Mugunga	0853521119/0995444564
15.	Louise SAWA	Quartier Katindo	0994177144 louisesawa@yahoo.fr
16.	Charly KASEREKA	Quartier Mabanga Sud	0993796846 charlyxons@yahoo.fr
17.	John KASISI	Quartier Bujovu	0853260735/0972474210
18.	Bénédie NGALANDA	Quartier Kyeshero	0853452707 benediengalanga@yahoo.fr
19.	Christophe TWITE-NANGA	Quartier Mikeno	0853803778/0990087072 twitenanga@yahoo.fr
20.	Nickson KAMBALO	Quartier Mabanga Nord	0994331164/0853767805
21.	Anicet KANIKI	Quartier Ndosho	0994343165 ankaskanbabaaa@gmail.com
22.	Primo PASCAL	Pole Institute	0997767663 prudakab@yahoo.fr
23.	Lebon BUOTA	Quartier KATOYI	0991735120/0853433718 buotalebony@yahoo.fr
24.	Cédric KAHASA	Quartier KASIKA	0853300445/0995493964
25.	Etienne MALIRO	Kibumba/Nyiragongo	0991422972/0858341024
26.	Chantal FAIDA	Pole Institute	chantalfaidamu@yahoo.fr

NOS PUBLICATIONS

REGARDS CROISES

Une lecture plurielle du contexte actuel

N°	Date	Langue	Titre
30 bis	October 2011	En	DRC : The mineral curse
30	Septembre 2011	Fr	Le secteur minier : Etat des lieux après la réouverture des activités à l'Est de la RDC
29	Août 2011	Fr	Les populations du Nord-Kivu (RD Congo) face au défi du voisinage : les pesanteurs persistent
28	Juin 2011	Fr	Implication des femmes dans les activités agro-commerciales à petite échelle au nord Kivu : de la survie au leadership ?
27	Juillet 2010	Fr	<u>Repenser l'Indépendance : la RD Congo 50 ans plus tard</u> <u>Actes du Colloque du cinquantenaire</u>
26	February 2010	En	<u>GUERILLAS IN THE MIST</u> <u>The Congolese experience of the FDLR war in Eastern Congo and the role of the international community</u>
25	Décembre 2009	Fr	<u>DONNER UNE CHANCE A L'AFRIQUE : QUELS LIEUX DE CONSTRUCTION INVENTER ENTRE L'ELITE URBAINE ET LE MONDE RURAL ?</u> <u>Rapport de l'atelier sous-régional Burundi - Rwanda - RD Congo tenu à Goma, les 1er et 2 juillet 2008.</u>
24	Juin 2009	Fr	<u>La jeunesse face à son avenir en RD Congo.</u> <u>Initiatives créatrices - Pistes de Responsabilisation</u>
23	Avril 2009	Fr	<u>EST RDC : LE CRIME BANALISÉ !</u>
22	Août 2008	Fr	<u>RESSOURCES, FRONTIÈRES ET GOUVERNANCE : Partager les problèmes et les solutions dans la sous-région des Grands Lacs</u>

N°	Date	Langue	Titre
21	Juin 2008	Fr	<u>La conférence de Goma et la question des FDLR au Nord et au Sud-Kivu</u>
20	septembre 2007	Fr	<u>BUSTANI YA MABADILIKO</u> <u>Un jardin des changements à l'Est de la R.D. Congo</u>
18	août 2007	Fr	<u>République démocratique du Congo : fin de la récréation ou début de la re-création d'un Etat ?</u>
19 bis	août 2007	En	<u>RULES FOR SALE:</u> <u>Formal and informal cross-border trade in Eastern DRC</u>
19 Edition spéciale	juillet 2007	Fr	<u>Ressources naturelles et flux du commerce transfrontalier dans la Région des Grands Lacs</u>
17	juin 2006	Fr	<u>Reconstruction/refondation des Etats en Afrique : Les défis de la gouvernance</u>
16	janvier 2006	Fr	<u>Modernité manquée et pièges ethniques</u>
15bis	décembre 2005	Fr	<u>Les ressources minées :</u> <u>La faillite de la politique minière de la RDC</u>
15	décembre 2005	En	<u>Digging deeper:</u> <u>How the DR Congo's mining policy is failing the country</u>
14	juin 2005	Fr	<u>Reconstruction et refondation des Etats en Afrique: la gouvernance au coeur des tempêtes</u>
13	décembre 2004	Fr	<u>Devoir de mémoire et responsabilité collective pour l'avenir</u>
12	septembre 2004	Fr	<u>"Les Identités meurtrières": faire face aux défis posés par nos murs psychologiques et idéologiques</u>
11 bis	septembre 2004	En	<u>An open wound: the issue of gender-based violence in North Kivu</u>
11	avril 2004	Fr	<u>Une plaie encore ouverte: la problématique des violences sexuelles au Nord Kivu</u>
10	février 2004	Fr	<u>L'interculturel pour la paix</u>
09bis	mars 2003	En	<u>Shifting sands: Oil exploration in the Rift valley and the Congo conflict</u>
09	mars 2003	Fr	<u>Les sables mouvants: l'exploration du pétrole dans le Graben et le conflit</u>

N°	Date	Langue	Titre
			<u>congolais</u>
08	mars 2003	Fr	<u>République Démocratique du Congo: demain la paix?</u>
07 bis	septembre 2002	En	<u>The Coltan phenomenon in war-torn North Kivu province</u>
07	septembre 2002	Fr	<u>Le Coltan et les populations du Nord Kivu</u>
06	août 2002	Fr	<u>Spécial Nyiragongo</u>
05	septembre 2001	Fr	<u>Le dialogue intercongolais : points de vue de populations rurales du Kivu</u>
04 bis	february 2001	En	<u>Women from Kivu speak out</u>
04	février 2001	Fr	<u>Le Dialogue Inter-Congolais 3 : Des femmes du Kivu s'expriment</u>
03	mars 2000	Fr	<u>Le Dialogue Intercongolais 2: Le travail de paix intercommunautaire au Nord Kivu</u>
02	septembre 1999	Fr	<u>Dialogue intercongolais 1: points de vue des membres de Pole Institute</u>
01	décembre 1998	Fr	<u>Le phénomène ethnique et son rôle politique et social</u>
00	janvier 1998	Fr	<u>Le concept de frontière et la gestion des conflits</u>

FISSURES

Des analyses sur les lézardes qui menacent notre société en crise.

N°	Date	Langue	Titre
11	Mai 2012	Fr	LE SERVICE PUBLIC N'EST PAS UN PRIVILEGE : C'EST UN DROIT ! Rapport des journées de réflexion des Organisateurs de la Communauté
10	Juin 2009	Fr	<u>ECHOS DE GOMA ET D'AILLEURS/FISSURES : Une émission radio comme instrument du dialogue citoyen</u>
09	Mars 2009	Fr	<u>Assèchement des liquidités, hausse des prix des produits alimentaires et ressources naturelles en crises : le Nord-Kivu dans l'œil du cyclone</u>
08	Juin 2008	Fr	<u>Le devoir de mémoire au Nord-Kivu : enjeux et défis</u>
07	Avril 2007	Fr	<u>La sécurité, base du développement durable au Nord Kivu: Quelles stratégies mettre en place?</u>
06	Mars 2007	Fr	<u>Dialogue intercommunautaire au Nord Kivu: briser le mythe de Sisyphe</u>
05	janvier 2007	Fr	<u>Les frontières: lieux de division ou passerelles d'échange? Impact de la fermeture de la frontière entre Goma et Gisenyi.</u>
04	août 2005	Fr	<u>La mise en place de la petite territoriale en RD Congo: Quel impact pour le Nord Kivu?</u>
03	mars 2005	Fr	<u>La problématique du déficit énergétique dans la sous-région des Grands Lacs africains</u>
02	septembre 2003	Fr	Une jeunesse plus responsable pour la RD Congo : c'est possible!
01	mai 2002	Fr	La violence, l'impunité et l'éducation (2) :Nos valeurs traditionnelles peuvent-elles remettre notre société à flot ?
00	mars 2002	Fr	La violence, l'impunité et l'éducation (1) : diagnostic des acteurs du monde éducatif

DOSSIERS

Des études fouillées sur les phénomènes qui expliquent ou sous-tendent les enjeux de l'heure.

N°	Date	Langue	Titre
08 bis	Novembre 2010	Fr	<u>LES MINERAIS DE " SANG " : Un secteur économique criminalisé à l'est de la RD Congo.</u>
08	November 2010	En	<u>BLOOD MINERALS</u> <u>The Criminalization of the Mining Industry in Eastern DRC</u>
07	Mars 2010	Fr	<u>LE RETOUR DES REFUGIES CONGOLAIS DU RWANDA : A QUI PROFITE LA PEUR ?</u>
06	Février 2008	Fr	Coiffure, Sida et Responsabilité. Engagement des coiffeurs dans leurs communautés
05	Septembre 2006	Fr	Jeunesse Congolaise, Changement de Comportement et Responsabilité
04	septembre 2004	Fr	<u>Vers quel Congo demain?</u>
03	juillet 2004	En	<u>Natural Resource Exploitation and Human Security in the Democratic</u>
02	mai 2004	En	<u>Natural Resource Exploitation and Conflicts in DRC</u>
01	mars 2004	Fr	<u>L'exploitation des ressources naturelles et la sécurité humaine en République Démocratique du Congo</u>
00	juillet 2001	Fr	<u>Pour une réflexion sur la cohabitation, le renforcement de la culture de paix et le travail en zone de crise</u>

POLE INSTITUTE

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I

Ville de Goma / Nord-Kivu

B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)

Tél. :(00243)99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 (00250) 788 51 35 31

Web site : www.pole-institute.org

E-mail : poleinst@free.fr